

BUDGET 2024

Face à l'**urgence**

sociale et

climatique

de la rentrée, faisons

sur la **solidarité,**

la **planification**

écologique

et les **services**

publics

27 SEPTEMBRE 2023



**Le Parti
socialiste**



SÉNATRICES & SÉNATEURS
SOCIALISTES,
ÉCOLOGISTES & RÉPUBLICAINS

SOCIALISTES
ASSEMBLÉE NATIONALE

Alors que la fin du quoi qu'il en coûte
et la persistance de l'inflation asphyxient
chaque jour un peu plus les Français,
le gouvernement acte le retour
de l'austérité dans ses projets
de budgets pour 2024.

Le plus tragique, c'est que cette austérité
budgétaire se double d'un déficit
démocratique. D'emblée, l'exécutif a
verrouillé le débat : l'automne budgétaire
sera marqué par une averse de 49.3.

Cette septième mouture budgétaire
de l'ère Macron a le goût amer
d'une recette périmée. **Le libéralisme
économique ne fonctionne plus**
et l'augmentation des prix devrait
pourtant contraindre le gouvernement à
admettre qu'il est dans une impasse.

Les Socialistes portent une autre vision
de l'intervention de l'Etat
et de la Sécurité sociale. Malgré
l'obstination de ce gouvernement,
obsédé par la seule satisfaction
des marchés et des ultra-riches, les
parlementaires socialistes ont démontré
au Parlement, année après année, la
crédibilité de leur vision. En catimini,
le gouvernement est d'ailleurs amené
à reprendre, dans des versions au
rabais, certaines des propositions des
Socialistes (taxation des superprofits
des énergéticiens suite à une décision
de l'Union européenne, ou des
concessionnaires autoroutiers par
exemple), sans pour autant
le dire clairement.

**Le libéralisme
économique ne
fonctionne plus**

A l'occasion des débats budgétaires, les Socialistes porteront un message clair : **en période de crise, il n'est plus question de réduire à tout prix la dépense publique.**

Notre pays et nos concitoyennes et concitoyens ont **besoin d'un État fort qui agit pour protéger, en particulier les plus fragiles d'entre nous.**

Pour cela, il faut en premier lieu **mettre fin aux baisses d'impôts** engagées par le gouvernement au bénéfice des grandes entreprises et des plus aisés. La France n'a pas besoin de la charité de quelques millionnaires et milliardaires, elle a besoin de rentrées fiscales décentes.

Nous devons réaffirmer le fait que l'impôt a un sens et une utilité sociale, surtout quand il est équitablement partagé et bien utilisé. C'est pour cela que nous proposerons des mesures de **renforcement de la progressivité de l'impôt** et notamment l'idée selon laquelle celles et ceux qui ont la chance de bénéficier des meilleures situations doivent contribuer davantage.

Parce que l'argent public est rare et très largement orienté vers les entreprises, les socialistes porteront plusieurs mesures dans une logique très simple : il est légitime d'aider les entreprises, mais seulement celles qui en ont le besoin d'une part et qui ont une utilité sociale d'autre part. C'est pourquoi nous souhaitons **réviser les niches fiscales et sociales à destination des grandes entreprises et des hauts salaires.**

Nous affirmerons un principe fort : celui de la conditionnalité et de l'efficacité de l'argent public. **Il n'est plus possible de faire des chèques en blanc à des entreprises qui ne contribuent pas à l'égalité entre les femmes et les hommes, à la sauvegarde de l'emploi quand elles réalisent des bénéfiques records ou encore à l'engagement de la bifurcation écologique.** A ce titre, rappelons que seules 3 niches fiscales ont été évaluées depuis 2020 sur 70 évaluations prévues pour près de 500 niches existantes.

En matière sociale également, il est nécessaire de **réduire les transferts financiers vers les entreprises** et notamment les exonérations de cotisations. Cela est d'autant plus important qu'une nouvelle fois, **la progression de l'objectif national des dépenses d'assurance maladie est inférieure à l'inflation**, ce qui se traduira en l'état par une nouvelle dégradation de nos politiques sociales.

Fort de cette logique, les Socialistes démontreront qu'il est possible de restaurer la crédibilité de la France en améliorant ses marges de manœuvre en matière de dette et de déficit tout en dégagant des ressources nouvelles pour financer les politiques publiques dont les Françaises et Français ont particulièrement besoin aujourd'hui.

Dans cette logique, les Socialistes porteront des propositions visant à restaurer le pouvoir d'achat des ménages, à **renforcer la cohésion sociale, en particulier par le biais des services publics de proximité et à engager une réelle transition écologique**, bien au-delà des 7 milliards d'euros supplémentaires annoncés par le président de la République quand il en faudrait 5 fois plus pour viser la neutralité carbone (34 milliards selon le rapport Pisan-Ferry).

En matière de pouvoir d'achat, nous proposerons **une meilleure prise en charge des dépenses de santé** de nos concitoyens, à l'opposé des mesures du gouvernement. Nous proposerons également d'avancer plus rapidement sur la **généralisation de l'encadrement du prix des loyers mais aussi d'élargir les aides à la rénovation énergétique des bâtiments** qui ne sont pas assez mobilisées. Les crédits disponibles au titre de « *MaPrimRenov* » doivent impérativement être mieux consommés. En complément, **en matière d'énergie, nous proposerons le déploiement d'aides ciblées** sur celles et ceux qui en ont véritablement besoin : la politique ponctuelle du chèque du gouvernement, illustrée une nouvelle fois par un « *chèque carburant* », n'est pas à la hauteur des enjeux sociaux que connaît notre pays. Notre objectif est simple : plus personne en France ne doit renoncer à manger, à se soigner, à se déplacer ou à se loger dignement pour des questions financières.

C'est également pour cela que la reprise en main d'un service public de proximité performant et fonctionnel, au service de tous, apparaît nécessaire. Comme les Socialistes le réclament depuis plusieurs années, l'instauration de la régulation territoriale de l'installation des médecins, un **plan d'urgence pour l'hôpital public de 17 milliards sur 3 ans et une loi grand âge mobilisant 10 milliards à horizon 2030**, sont absolument et urgemment nécessaires : sans cela, c'est tout notre système de santé et du soin qui est condamné à exploser.

En matière sociale toujours, les Socialistes proposent le développement d'**une véritable politique de prévention des grands risques**, qu'il s'agisse de l'alcool, du tabac ou encore par exemple de la pollution de l'air, ainsi que le renforcement **des moyens financiers alloués à la petite enfance, et en particulier aux crèches.**

C'est également **l'école de la République qu'il faut sauver** des errements de la politique Macron : nous proposerons donc d'investir massivement pour assurer l'éducation de nos enfants à travers la revalorisation du salaire des enseignants, l'amélioration de leurs conditions de travail ainsi que celles des élèves, en diminuant le nombre d'élèves par classe.



C'est aussi et surtout **nos collectivités territoriales, qui portent largement nos services de proximité, qu'il faut mieux financer**. Au lieu de rogner année après année leur autonomie financière et fiscale comme le fait le gouvernement, nous proposons, dans l'attente d'une réforme globale rapide, une **augmentation de leur dotation globale de fonctionnement**, bien au-delà des 220 millions d'euros annoncés par le président de la République (qui ne correspondent qu'à une hausse de 0,8 % de la DGF actuelle), c'est-à-dire tenant compte de l'inflation (1,3 milliard nécessaires pour la compenser, selon l'Association des Maires de France) et du maintien de l'indexation des bases. Après des années d'austérité budgétaire, il ne s'agirait pas d'une hausse de "confort" pour nos collectivités et nos territoires qui réalisent les $\frac{3}{4}$ des investissements publics dont notre pays a besoin et assurent les services de proximité essentiels en temps de crise pour nos concitoyens les plus fragiles.»

A cet égard, **l'outre-mer doit faire l'objet de toutes les attentions** alors que le désengagement de l'Etat s'y fait ressentir encore plus cruellement qu'en hexagone, avec des conséquences sociales dramatiques, comme en attestent les récents travaux de la commission d'enquête parlementaire sur le coût de la vie dans ces territoires conduite à la demande des parlementaires socialistes.

Enfin, le budget 2024 proposé par le gouvernement marque une nouvelle fois la relégation au second plan des impératifs environnementaux qui sont devant nous. Nous proposerons **l'extinction progressive des niches fiscales brunes** mais aussi la remise en cause des aides publiques aux activités polluantes. Nous proposerons que les sommes ainsi dégagées permettent de **soutenir les entreprises désireuses d'engager la transformation de leurs pratiques et modes de production** dans une perspective plus durable. C'est également pour cela que nous nous engagerons pour une administration modèle en la matière.

Au-delà de notre volonté de faire évoluer les standards énergétiques en matière de logement, nous souhaitons porter un **encouragement fort aux mobilités douces mais aussi aux transports décarbonés**, en particulier le train. Les besoins en investissement sont énormes, mais ils peuvent être amplement financés par la **reprise en main des concessions autoroutières** aujourd'hui abandonnées au secteur concurrentiel au mépris de l'intérêt général.

Le gouvernement propose un nouveau budget de la résignation et de l'impuissance. Face à cela les Socialistes l'affirment haut et fort : nous pouvons faire mieux, nous devons faire mieux, pour notre planète, pour nos enfants, pour nos concitoyennes et concitoyens.

